

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Electrical & Electronics Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B3, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Door Control System Procure & Insta	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-132626/A	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-13-1902626	Date 2015-07-14
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HN-334-67177	
File No. - N° de dossier hn334.21120-132626	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-08-05	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: McLaughlin, Michael	Buyer Id - Id de l'acheteur hn334
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3622 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-132626/A

Amd. No. - N° de la modif.

004

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn334

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-13-1902626

File No. - N° du dossier

hn33421120-132626

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page a ete intentionnellement laisee en blanc.

Modification 004 est émise pour ajuster la date de clôture, pour reviser les instructions uniformisées et les termes et conditions, mettre à jour les clauses et fournir des réponses aux questions comme suit:

À la page 1, L'invitation prend fin

Supprimer: 2015-07-17

Insérer: 2015-08-05

=====

À Partie 2 – Instructions à L'intention des soumissionnaires

Supprimer: le document 2003, (2014-09-25) Instructions uniformisées

Insérer: le document 2003, (2015-07-03) Instructions uniformisées

=====

SUPPRIMER : Partie 5 – Attestations en entier

INSÉRER :

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

1.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

1.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

2. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

3. Attestations additionnelles exigées avec la soumission

3.1 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire il atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

Signature

Date

3.2 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a préposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

Signature

Date

=====

À Partie 7, Clauses du Contrat Subséquent, article 2.1 – Clauses et Conditions Uniformisées

Supprimer: 2030 (25/09/2014) Conditions générales – besoins plus complexes de biens
Insérer: 2030 (2015-07-03), Conditions générales – besoins plus complexes de biens

=====

À Partie 7 – article 5 Responsables

Supprimer : 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Mike McLaughlin
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division HN
7B3, Place du Portage, Phase III
11 rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : (819) 956-3622
Télécopieur : (819) 953-4944
Courriel: michael.mclaughlin@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

Insérer : 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Mike McLaughlin
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division HN
7B3, Place du Portage, Phase III
11 rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : (819) 420-0330
Télécopieur : (819) 953-4944
Courriel: michael.mclaughlin@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

À Partie 7, Clauses du Contrat Subséquent, article 14– Ordre de priorité des documents

Supprimer: (d) Conditions générales 2030 (25/06/2014)- besoins plus complexes de biens
Insérer: (d) Conditions générales 2030 (2015-07-03)- besoins plus complexes de biens

=====

Questions et Réponses

Q1 :

Les listes de normes et de spécifications techniques (point 2.2 de l'énoncé des spécifications techniques – EST) ne sont pas fournies avec les documents de l'appel d'offres. Veuillez fournir tous les documents indiqués.

R1 :

- a) La norme EIA-310-C est disponible en ligne. On peut aussi l'acheter.
- b) La CAN/CSA-E61131-2-06 est en vente auprès de la CSA.
- c) Vous trouverez les autres spécifications ci-joint.

Q2 :

Combien de conducteurs sont disponibles entre chaque porte de LU-2/LU-4 et la salle d'équipement de télécommunications (SET) connexe?

R2 :

Les schémas l'indiquent, et vous pouvez consulter les photos fournies.

Q3 :

L'appel d'offres comprend des exigences de conception pour les systèmes d'électricité et d'éclairage dans les unités d'habitation. Veuillez nous confirmer que ce document est fourni à titre purement informatif, et qu'en réalité aucunes exigences techniques ne s'appliquent.

R3 :

Le système doit être conçu de sorte qu'on puisse lui ajouter cette fonction plus tard.

Q4 :

La surveillance des quatre états (ouvert, fermé, coupé et court-circuit) est-elle obligatoire pour chaque entrée de l'automate programmable (AP)?

R4 :

Oui.

Q5 :

Ce projet demande beaucoup de développement logiciel. Est-il obligatoire que les intégrateurs de systèmes à qui l'on confiera le développement en question soient accrédités par le fabricant de la plateforme qu'ils proposent d'utiliser pour le projet?

R5 :

Vous pouvez faire appel à un tiers, à condition qu'il soit accrédité et que vous transmettiez toute l'information au SCC.

Q6 :

Veuillez nous fournir un exemplaire du protocole « Starcom sur protocole IP » mentionné au point 3.3.1o) dans l'EST.

R6 :

Il faudra le demander à Senstar.

Q7 :

Les cellules actuelles sont munies d'un interrupteur de demande de sortie pour les détenus. Veuillez nous décrire son fonctionnement de manière détaillée.

R7 :

Quand les portes sont en mode de permission, les détenus peuvent déverrouiller la porte de leur cellule en appuyant puis en relâchant le bouton de demande de sortie (un bouton en deux phases).

Q8 :

Au sujet du point 8.3.1.2 du document-cadre sur l'interface utilisateur : où s'affiche, sur l'écran de l'interface utilisateur, le témoin d'alarme active?

R8 :

Dans le coin inférieur droit, on trouve d'abord le bouton d'accusé de réception de l'alarme.

Q9 :

Le SCC va-t-il nous fournir les fichiers audio dont nous avons besoin?

R9 :

Tout fichier audio devrait offrir la possibilité d'ajuster le son et le volume. Le fichier vous sera fourni plus tard; veuillez vous contenter des fichiers d'alarme standard pour le moment.

Q10 :

La figure 2 de l'EST détaille la configuration habituelle du système de commande et de surveillance des portes (SCSP); elle illustre une connectivité réseau redondante pour l'AP et le serveur du SCSP. La solution proposée devrait-elle aussi prévoir une double connexion réseau pour les postes de travail dotés d'une interface utilisateur?

R10 :

Même si l'un des composants tombe en panne, le système continuera de fonctionner. Un indicateur de défaillance touchant les composantes devra s'afficher sur l'interface et l'UC dans la salle de l'équipement de communication.

Q11 :

Est-il nécessaire de fournir des postes de travail à deux cartes d'interface réseau pour les interfaces utilisateur de maintenance ou ces derniers sont-ils censés être de simples moniteurs branchés directement au serveur de SCSP et au serveur de sauvegarde?

R11 :

Non, ce n'est pas nécessaire.

Q12 :

La figure 2 de l'EST décrit un bouton d'arrêt d'urgence et un interrupteur à clé de réinitialisation. S'agit-il de deux composants dont l'Établissement Mountain a besoin?

R12 :

Ces deux composants sont déjà en place, et ils sont nécessaires.

Q13 :

À la visite de l'établissement, il a été question de vider des rangées d'unités résidentielles pour procéder au changement de système. Veuillez clarifier ce point.

R13 :

Lorsqu'on mettra le système de commande des portes (SCP) à niveau dans une rangée, aucun détenu n'y sera logé avant que le nouveau SCP soit opérationnel. Il se pourrait qu'une seule rangée soit disponible à la fois, de sorte que les deux systèmes devront fonctionner jusqu'à ce que la mise à niveau de l'unité résidentielle soit terminée.

Q14 :

Veuillez confirmer le nombre de fibres disponibles entre chaque SET d'unité résidentielle et la salle de l'équipement de communication?

R14 :

Deux.

Énoncé des exigences techniques

Q15 :

3.3.1a. – Pourriez-vous préciser ce qui doit être surveillé concernant les commutateurs de réseau?

R15 :

Il faut vérifier si les commutateurs sont fonctionnels.

Q16 :

3.3.1d. – Pourriez-vous décrire comment l'écran tactile des opérateurs désignés doit permettre aux opérateurs du système de commande et de surveillance des portes (SCSP) de gérer les dispositifs et les capacités énoncés à la section 2.0 de l'EET? Cette section dresse la liste des spécifications applicables au projet, non des dispositifs et des capacités.

R16 :

Cela est expliqué à la section 4.1.2 (Conception).

Q17 :

3.3.1e. – Pourriez-vous donner des détails et des paramètres plus précis sur les exigences du SCC énoncées à la section 3.3.1e.? Est-ce que Microsoft Windows^{MC} est considéré comme un « environnement de développement d'applications et de prestation de services non exclusif »?

R17 :

Tout logiciel ou matériel en vente libre dans le commerce (que l'on peut acheter de plusieurs sources) est non exclusif.

Q18

3.3.1k. – Pourriez-vous fournir la spécification CAN/CSA-E61131-2-06 à laquelle l'EET fait référence?

R18 :

Le consommateur doit en faire l'acquisition.

Q19 :

3.3.1n. – L'idée est-elle d'enregistrer tous les journaux d'événements sur le disque dur local ET sur le serveur de secours?

R19 :

Oui, comme son nom l'indique, le serveur de secours fera en sorte que les données ne seront pas toutes perdues si un serveur tombe en panne.

Q20 :

3.3.3c. – Pourriez-vous préciser la durée de l'exigence?

R20 :

Durant la garantie, je vous suggère d'offrir des services prolongés de soutien pour une période de trois à cinq ans.

Q21 :

4.6a. – Pourriez-vous préciser cette phrase ou cette exigence?

R21 :

De manière générale, si une nouvelle console est installée, vous devez installer l'équipement de l'ancienne console dans la nouvelle. Et tout nouvel équipement devant être installé dans la salle de l'équipement de communication (SEC) le sera sur les supports existants.

Exigences relatives à l'interface utilisateur de l'opérateur du système de commande et de surveillance des portes (SCSP)

Q22 :

6.3.2 – Il est indiqué que le poste principal de contrôle des communications (PPCC) a un tableau d'affichage des alarmes actives et que les alarmes sont représentées sur la carte de la sécurité intérieure et sur le tableau d'affichage des alarmes actives. La carte de la sécurité intérieure ne figure toutefois pas dans le tableau des définitions. De quoi s'agit-il?

R22 :

Voir les documents ci-joints.

Q23 :

6.3.5b. – En anglais, la phrase où il est question de l'icône de l'alarme semble incomplète. Pourriez-vous éclaircir la phrase?

R23 :

L'icône de l'alarme clignote.

Q24 :

6.3.5c. – Rien n'est inscrit. Est-ce voulu?

R24 :

Erreur typographique

Q25 :

6.3.6 – Il est question d'accuser réception de l'alarme. Est-ce la même chose qu'au point 6.3.6.4?.

R25 :

Omettre

Q26 :

6.4.2 – Il est question de l'alarme en cours (alarme annonçant un sabotage ou une anomalie à partir du microphone). De quel microphone est-il question ici?

R26 :

Omettre, il s'agit d'une autre erreur typographique

Exigences relatives à l'interface utilisateur graphique de l'opérateur du système d'alimentation et d'éclairage des unités résidentielles

Q27 :

L'appel d'offres fait référence aux documents suivants. Pourriez-vous les fournir?

ES/STD-0900 Standard for Design of Icons for User Interfaces (norme relative aux icônes de l'interface utilisateur)

ES/STD-0901 Standard for Design of the Look and Feel of the User Interface (norme relative à l'aspect et à la convivialité de l'interface utilisateur)

ES/STD-0902 Standard for Design of the Framework of the User Interface (norme relative au cadre de l'interface utilisateur)

R27:

Les documents sont joints.

Exigences relatives au cadre de l'interface utilisateur dans les établissements correctionnels fédéraux

Q28 :

5.1.2 – Pourriez-vous fournir le document traitant des exigences relatives aux icônes de l'interface utilisateur et celui traitant des exigences relatives à l'aspect et à la convivialité de l'interface utilisateur.

Remarque Il s'agit peut-être des mêmes documents que ceux indiqués précédemment, mais ils n'ont aucun numéro de référence.

R28 :

Les documents sont joints.

Q29 :

6.1 – Faut-il permettre le branchement de plusieurs agents en même temps? Si oui, quel est le nombre maximal de branchements qui se feront en simultané?

R29 :

Un utilisateur à la fois par station

Q30 :

6.7 – Que doivent comprendre les rapports et les journaux d'événements?

R30 :

Tous les événements, les alarmes, les anomalies et les activités de sabotage.

Q31 :

7.2.8 – Pourriez-vous donner des précisions au sujet de la liste de vérification en cas d'urgence, notamment sur l'emplacement de l'écran et sur les renseignements qui doivent y être affichés? Que se produit-il s'il y a plusieurs alarmes?

R31 :

L'écran de la liste de vérification en cas d'urgence permettra à l'établissement d'entrer des particularités au sujet de l'établissement ou d'une unité résidentielle. L'écran ne servira pas aux alarmes, il ressemblera plutôt à l'écran d'information.

Q32 :

Pourriez-vous préciser ce que signifie l'acronyme SMSS (en anglais) dans le tableau 8.3.3.1?

R32 :

Il est en fait question du système de commande et de surveillance des portes (SCSP).

Q33 :

Pourriez-vous préciser quelle doit être la garantie de la plateforme choisie pour le SCSP? Règle générale, les fournisseurs de plateformes offrent une garantie d'un an débutant lors de l'achat. Le SCC demande une garantie d'un an débutant lors de l'acceptation du système. Or, il s'écoule un bon laps de temps entre les dates d'achat et d'acceptation.

R33:

Il est pratique courante d'avoir une garantie d'un an à partir de l'acceptation.

Q34 :

La table des matières de l'EET fait référence à l'annexe D, qui traite des exigences de la plateforme de communications, de commande et d'acquisition de données (CCAD). Pourriez-vous fournir ce document?

R34 :

L'information se trouve dans les documents ci-joints.

Q35 :

Le SCC fait référence à la spécification ES/SPEC-0950 dans les documents de l'appel d'offres, mais celle-ci n'a pas été fournie. Pourriez-vous la fournir?

R35 :

L'information se trouve dans les documents ci-joints.

Q36 :

La section 7.1.1 du document sur les exigences de conception pour l'interface utilisateur de l'opérateur du SCSP renvoie à des étiquettes de portes avec la photo de détenu. Cela s'applique-t-il au projet actuel?

R36 :

Aucune photo ne sera installée pour le moment, mais il faut pouvoir installer cette fonctionnalité dans le futur.

Q37 :

La section 3.1 du document sur les exigences relatives à l'interface utilisateur de l'opérateur du SCSP renvoie à un document sur les exigences relatives au système de surveillance et de gestion de la sécurité. Pourriez-vous fournir ce document?

R37 :

L'information se trouve dans les documents ci-joints.

Q38 :

Le système de contrôle des portes dans les unités résidentielles doit-il fonctionner de manière autonome s'il est déconnecté de la salle de l'équipement de communication (SEC)?

R38 :

L'unité centrale de traitement dans la SEC est un serveur de secours pour chacune des unités résidentielles. Si l'unité centrale de la SEC tombe en panne, les unités résidentielles continueront de fonctionner normalement.

Q39 :

Veuillez indiquer le niveau d'enregistrement de données requis sur le système d'indication des alarmes de l'établissement (SIAE), le serveur local du SCSP et le serveur central du SCSP.

R39 :

Défaillances de l'unité centrale de traitement, du réseau, de l'automate programmable

Q40 :

Le serveur du SCSP présent dans la salle de l'équipement de communication (SEC) prendra-t-il la relève (serveur de basculement) de chacun des serveurs des unités résidentielles?

R40 :

Oui

Q41 :

La section 6.7.1 du document sur les exigences relatives au cadre de l'interface utilisateur dans les établissements correctionnels fédéraux renvoie aux rapports. Pourriez-vous préciser les rapports exigés pour ce projet?

R41 :

L'information se trouve dans les documents ci-joints.

Q42 :

page 19 Section 3.3.6 k. i. Please clarify "248 port network edge switches?"

R42:

It's a 24 port network switch appears to be a typo

Statement of Technical Requirements

Q43:

page 3 Listing of Appendices – It appears there may be a variance with the naming convention and appendices references. Please clarify which Appendix referenced on page 3 is affiliated with what PWGSC supplied documents?

R43:

Appendix A - Door Types →

List of Mountain Inst. Cell Door types_EN
List of Mountain Inst. Cell Door types_FR

Appendix B - GUI Requirements → English →

DCMS GUI Requirements (EN)
→ Design Requirement for GUI Framework (EN)
→ Design Requirements for GUI for the LU Power and Light System (EN)
→ Design Requirements for Icons for GUI (EN)

→ French →

DCMS GUI Requirements (FR)
→ Design Requirement for GUI Framework (FR)
→ Design Requirements for GUI for the LU Power and Light System (FR)
→ Design Requirements for Icons for GUI (FR)

Appendix C - Vector Floor Plans →

833_G~~~~_G_L2_R~_0
→ 833_LU01~~_2_L2_R~_0
→ 833_LU01~~_G_L2_R~_0
→ 833_LU02~~_2_L2_R~_0
→ 833_LU02~~_G_L2_R~_0
→ 833_LU03~~_2_L2_R~_0
→ 833_LU03~~_G_L2_R~_0
→ 833_LU04~~_2_L2_R~_0
→ 833_LU04~~_G_L2_R~_0

Appendix D - Design Requirements for CCDA Platform →

Design Requirements for CCDA Platform (EN)
→ Design Requirements for CCDA Platform (FR)

Appendix E - CSC Security Regulations →

Safety Regulations for Security Electronics Contractors (EN)
→ Safety Regulations for Security Electronics Contractors (FR)

Appendix F - Maintenance Handover Report →

Maintenance Handover Report
→ Rapport de transfert des services d'entretien

Appendix G - CSC O&M Manuals and Site Specific Drawings →

This was handed out by W.H.

Appendix H - CSC CPIC Form →

Institutional Access CPIC Clearance Request Form

Appendix I -DCS System Drawing →

LU1 As-builts 1
→ LU1 As-builts 2
→ MNT LU1 1st floor
→ MNT LU1 2nd Floor
→ Mountain LU 2-5 DCS Marcomm as-builts

Appendix J -LU Screenshots →

This was handed out by W.H.

Appendix K -Building Layouts

- LU 1 Main Floor
- LU 1 Second floor
- LU 2,3,4 Main Floor
- LU2,3,4 Attic
- LU2,3,4 Second Floor
- Seg Hospital Main Floor
- Seg Hospital Upper Floor
- Site Plan